

## **L'éducation civique doit faire naître la fierté d'être africain**

Pretoria - « L'éducation civique ne peut, selon moi, que renforcer ma fierté d'être moi-même, d'être africaine », déclare Mme Graca Machel, veuve de l'ancien président du Mozambique.

Mme Machel a traité ce thème tout au long du discours qu'elle a prononcé le 11 mai à la Conférence de planification CIVITAS Afrique qui s'est déroulée à Pretoria (Afrique du Sud) du 11 au 14 mai.

Cent trente éducateurs de quinze pays africains et directeurs d'organisations non gouvernementales (ONG) assistaient à cette réunion destinée à dégager des moyens de former les écoliers et les électeurs africains aux rouages de la démocratie. L'un des principaux objectifs de cet atelier, qui était organisé par l'Agence d'information des Etats Unis (USIA) conjointement avec l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud, était de mettre en place à travers le continent africain un réseau d'éducateurs civiques. Trois conférences CIVITAS sous-régionales sont prévues en Afrique dans les dix-huit prochains mois pour donner suite à la réunion de Pretoria.

Mme Machel a notamment déclaré aux participants : « Je me soucie principalement de l'idée que les Africains se font d'eux-mêmes, en particulier du fait de la longue période de colonisation. Nous avons perdu notre fierté d'être africains (...) Nous nous définissons en tant qu'anglophones, francophones ou lusophones.

« Eh bien non, nous sommes avant tout des Africains. Et il est important que nous décolonisons nos esprits, surtout pour inculquer à nos jeunes le sentiment de leur africanité. Ils doivent se considérer comme africains pour se présenter au reste du monde en tant que tels et non pas en se référant à ceux qui ont colonisé l'Afrique. Cette question d'identité est extrêmement importante à mes yeux dans toute discussion sur l'éducation civique. Nous sommes mozambicains, zambiens, sud africains, mais nous sommes avant tout des Africains et nous devons en être très fiers. »

Nous donnons ci-après le discours de Mme Machel :

(Début du texte)

Excellences, mesdames, messieurs et chers amis, je voudrais tout d'abord vous présenter des excuses car je pense vous décevoir en ne vous parlant pas précisément de démocratie et d'éducation civique. C'est plutôt des enfants et de la jeunesse que je vais vous entretenir. Je ne pourrai même pas vous parler de l'Afrique en tant que continent. J'aimerais me concentrer sur l'Afrique australe, notre région, que je connais très bien. Mais je pense que la plupart des choses qui se produisent en Afrique australe peuvent s'appliquer au reste du continent. Je n'ai pas non plus l'intention de prononcer un discours. Je vais simplement faire quelques remarques et tenter de réfléchir avec vous non pas à la façon d'organiser ou de mettre sur pied l'éducation civique mais à ce que nous devons faire pour donner aux habitants de notre partie du monde le sentiment de leur citoyenneté.

Je vous rappellerai très brièvement que nous autres, Africains, avons été colonisés pendant des siècles. Nous avons lutté pour notre libération et le pays africain qui a été le premier à obtenir son indépendance n'a que trente-cinq ou trente-sept ans. Souvenez-vous donc qu'après des siècles de colonisation, le plus vieux de nos pays a trente-cinq ou trente-sept ans. La plus jeune de nos nations, la Namibie, n'est indépendante que depuis 1990, et n'a donc que sept ans d'existence. Si bien que notre histoire et notre existence ne font que depuis peu l'expérience d'un processus de renouveau, de redécouverte, d'acquisition de notre identité de nations indépendantes et de peuples souverains. C'est un point que je tiens à souligner.

Notre continent a également été le témoin d'une succession de conflits. Un tiers au moins des pays africains ont vécu un conflit au cours des vingt dernières années. Les effets de ces conflits sont ressentis non seulement par ceux qui y ont participé mais aussi par tous les pays voisins qui en ont subi les effets indirects en recevant des réfugiés et de diverses autres façons. Le fait est que notre continent est passé par une phase de violence en tentant de mettre fin à nos différends et à nos conflits. C'est pourquoi je veux parler des effets des conflits armés sur les enfants avant de tenter de conclure par quelques idées sur ce que parler d'éducation civique signifie dans ces conditions.

Les effets des conflits qui ont balayé l'Afrique australe ont été ressentis directement et indirectement dans toute la région. Les habitants du Lesotho, du Botswana, du Swaziland, de Tanzanie et du Malawi se sont mobilisés pour fournir de l'assistance au conflit armé, c'est-à-dire pour soutenir la lutte de l'Afrique du Sud, du Mozambique, de l'Angola, de la Namibie et du Zimbabwe. Un grand nombre de ces pays ont accueilli non seulement les bases militaires et camps d'entraînement nécessaires pour mener le combat mais aussi les millions de réfugiés qui ont afflué à travers leurs frontières pour échapper au conflit. Certains ont subi des incursions militaires et l'Afrique australe tout entière a souffert de la déstabilisation économique et de la coercition qui ont caractérisé la lutte contre l'apartheid. A la guerre et à la déstabilisation se sont ajoutées, dans les années 1980, la sécheresse, la récession et la détérioration des termes de l'échange. Toutes les économies d'Afrique australe, à quelques exceptions près, ont stagné ou périclité. Les pertes se sont chiffrées par dizaines de milliards de dollars.

Les effets de la violence sur la jeunesse et sur les enfants d'Afrique australe ressortent clairement de certaines statistiques qui ont caractérisé la région dans les années 1980. L'UNICEF signale qu'en Angola et au Mozambique, la guerre et la déstabilisation ont porté les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à des niveaux figurant parmi les plus élevés du monde. De 32 à 37 pour cent des enfants de ces deux pays

mouraient alors avant l'âge de cinq ans. Actuellement, plus du quart des enfants mozambicains meurent encore à ce jeune âge. Mais, comme le soulignait l'UNICEF en 1989, des niveaux élevés de morbidité frappaient l'ensemble de la région, y compris l'Afrique du Sud en dépit de sa richesse apparente.

Les détentions et la violence vécues pendant cette période ont eu et continuent d'avoir de profondes incidences sur les enfants et la jeunesse d'Afrique australe. La nature des régimes coloniaux et de la minorité blanche ainsi que les conflits qu'ils encourageaient ont trop souvent contraint les enfants à se définir en fonction de leur race. N'oubliez pas qu'aujourd'hui encore, en particulier dans ce pays, nous continuons à parler de Blancs, de Noirs, de Métis et d'Indiens et non pas de personnes ou de citoyens.

Ceci influence profondément l'idée que nos enfants se font d'eux-mêmes. La lutte contre ces régimes les a privés d'une scolarisation stable et contraints à intérioriser la violence de ces structures et des guerres auxquelles ils ont été mêlés. Dans notre lutte pour la libération de nos pays, nous avons légitimé la violence de bien des façons et élevé une génération d'enfants et d'adolescents qui ont intériorisé cette logique de violence. Pendant une quarantaine d'années, notre région a subi cette violence. Nos enfants et nos adolescents doivent maintenant être au centre des efforts que nous déployons en faveur d'une paix durable et réelle. Remédier aux maux que la guerre et la violence continuent à infliger à ces deux groupes est notre devoir le plus important.

J'aimerais parler maintenant de certaines des façons dont les conflits de notre région ont directement affecté nos enfants et nos jeunes. Les effets sont beaucoup trop nombreux pour que je les énumère tous ici. Je me bornerai donc à n'évoquer que certains des plus marquants. Ce sont les terribles pertes de vie et mutilations subies par nos enfants et nos jeunes ; les millions d'enfants transformés en réfugiés et en personnes déplacées dans leur propre pays ; les centaines de milliers d'enfants qui ont perdu leurs parents ou ont été séparés de leur famille ; les dizaines de milliers d'enfants prématurément enrégimentés ou qui ont souffert d'exploitation sexuelle et de violence en raison de leur sexe ; les dizaines de milliers d'enfants qui ont été ou seront victimes des mines terrestres ; et les millions d'entre eux dont la santé et l'éducation ont été compromises par quatre décennies de conflits.

La mort et la mutilation d'enfants innocents sont les manifestations les plus évidentes de la brutalité qui accompagne les conflits. En Angola, la majorité des amputés sont des enfants. Ce pays a l'un des taux d'invalidité les plus élevés du monde. Sur le million de Mozambicains qui, selon les estimations, ont perdu la vie du fait du conflit, la moitié environ étaient des enfants. De même, sur les 500.000 Angolais qui ont péri entre 1980 et 1988, 330.000 étaient des bébés et de jeunes enfants. Les mots sont impuissants à décrire un tel drame. N'oubliez pas non plus que ceux qui ont survécu ont souvent été témoins des meurtres, des mutilations, des incendies et du pillage qui accompagnaient la guerre. Les survivants ont souvent été forcés de fuir leur foyer. On estime que la moitié au moins de tous les réfugiés et personnes déplacées sont des enfants.

En Afrique australe, des millions d'enfants ont été déplacés dans leur propre pays ou ont vécu en tant que réfugiés dans un Etat voisin. Les mouvements de population sont toujours l'une des conséquences d'un conflit armé et le déplacement des enfants augmente leur vulnérabilité et a sur leur développement de profondes répercussions physiques et psychologiques. Ces enfants vivent dans la crainte permanente d'attaques soudaines, de mitraillage, de tireurs isolés et de mines terrestres et ils sont souvent forcés de travailler pendant des jours, tout en étant insuffisamment nourris et mal logés. Dans ces conditions, la malnutrition est chronique et les enfants sont les premiers à mourir. En Afrique australe, les conflits ainsi que la mort et l'exode qui les accompagnaient ont fait qu'il existe des centaines de milliers d'enfants non accompagnés. Ces enfants, qui ont été séparés de leurs parents et dont aucun autre adulte ne s'occupe, sont particulièrement vulnérables et exposés à l'abandon, à la violence, au recrutement militaire, aux sévices sexuels et autres abus.

La RENAMO a utilisé des enfants comme soldats au Mozambique, comme l'ont fait en Angola les deux parties au conflit. Ces enfants ont généralement été recrutés dans les classes les plus misérables et marginalisées de la société. Dans tous les conflits, les enfants de familles aisées et instruites courent moins de risques.

Nous devons reconnaître le devoir absolu qui s'impose d'empêcher la participation des enfants aux conflits armés. Cette participation revêt bien des formes, notamment l'exploitation sexuelle. Les effets physiques et psychologiques destructeurs de l'exploitation sexuelle défient toute description. Il s'agit non seulement du traumatisme causé par l'exploitation sexuelle mais des souffrances muettes éprouvées ultérieurement par ses victimes. Ces fillettes sont parfois rejetées par leur famille. Elles souffrent de taux élevés de maladies sexuellement transmissibles, ou deviennent enceintes. L'humiliation et l'angoisse causées par leurs agresseurs forcent un grand nombre d'entre elles à se retrancher dans un monde de solitude, de souffrance et de dénégation. La prostitution et le viol des enfants étaient des armes de guerre au Mozambique.

C'est une honte que le pays doit maintenant porter, le fardeau d'une réalité de la guerre à laquelle nous devons tous faire face. La violence contre les femmes est sans nul doute l'un des problèmes les plus pressants du monde et cette même violence, lorsqu'elle est dirigée contre des enfants dans un conflit armé, en est sa manifestation la plus horrible.

L'Afrique est le continent le plus fortement miné du monde et l'Afrique australe la région qui compte le plus de mines. Il y a jusqu'à vingt millions de mines terrestres à travers la région. L'Angola a peut-être dix millions de mines dans son sol, ce qui représente environ une mine par Angolais et on compte dans ce pays environ 70.000 amputés, dont 8.000 enfants. C'est l'un des pourcentages d'amputés les plus élevés du monde. Mais l'Angola n'est pas le seul pays dans cette situation. Au moins 8.000 Mozambicains ont été tués par des mines terrestres et des centaines de milliers de ces mines sont encore dans son sol. Plus de quinze ans après l'indépendance, les champs de mines à la frontière du Zimbabwe contiennent encore plus d'un million d'explosifs. Des milliers de

mines subsistent dans les zones frontalières de la Zambie avec la Namibie et l'Angola et, à la frontière entre la Namibie et l'Angola, un champ de mines d'une superficie de plus de 350.000 mètres carrés est, depuis l'indépendance, entouré d'une clôture. Les zones frontalières du Malawi et du Swaziland sont également affectées.

Les enfants risquent plus que les adultes de mourir dans l'explosion d'une mine terrestre. Et ceux qui y survivent se heurtent à l'insuffisance des soins médicaux, des moyens de rééducation physique et de réadaptation sociale et à des problèmes de réinsertion dans leur communauté. Ces enfants devraient bénéficier d'une aide suffisante pour pouvoir mener une existence stable.

En dernière analyse, nous devons nous employer à obtenir une interdiction complète de l'utilisation, de la production, du transfert, de la vente et du stockage de ces armes. La quatrième conférence internationale des ONG sur les mines terrestres, qui s'est tenue au Mozambique en février 1997, a été un pas important dans cette direction. L'Afrique du Sud et le Mozambique ont récemment décrété l'interdiction de ces armes et, avec les autres gouvernements de la région, l'Afrique australe pourrait exercer une influence prépondérante en faveur d'une interdiction totale. Mais nous devons aussi mettre nos enfants en garde contre les mines terrestres, en particulier les filles, qui ont généralement pour tâche d'aller chercher de l'eau et du bois de feu et s'exposent ainsi à des risques plus grands.

L'éducation revêt une importance particulière pendant un conflit armé. Quand le monde qui les entoure est en plein chaos, le soutien des écoles peut donner aux enfants et adolescents un sentiment de normalité. Les contacts avec les enseignants peuvent constituer d'importants outils dont ils auront besoin pour survivre dans la tourmente. Cependant, les réalités de la guerre et de la violence signifient souvent que des millions d'enfants et de jeunes sont privés d'un tel soutien. Au Mozambique, par exemple, on estime que 45 pour cent des écoles primaires du pays ont été détruites durant la guerre civile. Ces destructions, ajoutées au legs du colonialisme portugais, se traduisent pas un taux d'analphabétisme de près de 70 pour cent chez les filles et femmes de ce pays.

Les effets d'un conflit armé sur la santé et la nutrition des enfants sont intimement liés à tous les autres facteurs que je viens de mentionner. La vulnérabilité accrue des enfants les expose à un certain nombre de maladies qui, normalement, seraient traitables. La malnutrition et les maladies favorisées par les conflits armés font plus de victimes parmi les enfants d'Afrique australe que les couteaux, les balles de fusil et les bombes. La guerre interrompt le ravitaillement en vivres, tue le bétail, détruit les récoltes, l'infrastructure agricole, les installations sanitaires et les abris et déplace les familles et les communautés.

Des centaines de milliers de jeunes d'Afrique australe sont morts d'un manque de vivres résultant directement ou indirectement d'un conflit. Et des centaines de milliers d'autres enfants sont devenus vulnérables ou incapables de résister aux maladies infantiles et aux infections courantes. La destruction d'une grande partie de l'infrastructure sanitaire du Mozambique pendant la guerre civile est un triste exemple de la façon dont un conflit nous empêche de répondre aux besoins sanitaires de nos enfants. Le conflit armé affecte tous les aspects de la croissance de l'enfant, y compris son développement physique, mental et moral.

En les exposant aux atrocités, en détruisant leur foyer et en déplaçant les communautés, le conflit armé sape les bases mêmes de l'existence d'un enfant. Il entrave le développement de son identité tout en le privant simultanément des conseils de ses parents, qui lui sont nécessaires. Ce sont des blessures cachées qui, trop souvent, ne sont pas traitées. Il s'agit d'une question urgente non seulement pour les millions d'enfants et de jeunes d'Afrique australe mais aussi pour la société, qui dépendra d'eux.

Etant donné les effets de quatre décennies de guerre et de déstabilisation et de la violence culturelle qui les a accompagnés, on doit maintenant se poser les questions suivantes : Que peut faire l'Afrique australe pour ses enfants ? Comment faire face à un legs qui, trop souvent, semble avoir été intériorisé par les jeunes d'aujourd'hui ? Je répondrai que nous devons avant tout accepter l'idée que la rééducation, la reconstruction et le développement doivent être axés sur les jeunes. Ce sont eux qui ont payé le plus lourd tribut, ceux dont la psychologie a été la plus affectée. Ils sont l'avenir de nos pays.

Une fois que nous aurons accepté ce principe fondamental, nous pourrions oeuvrer en vue d'atteindre quatre grands objectifs connexes :

- ▣ Premièrement, je pense que nous devons travailler à la réaffirmation d'un ensemble de valeurs qui excluent le recours à la violence et au racisme. Aussi légitime qu'ait été la lutte armée à laquelle j'ai moi-même participé et que nous avons de très bonnes raisons de mener, nous devons accepter la responsabilité d'avoir élevé une génération de jeunes qui pensent que, pour obtenir quelque chose, il faut recourir à la violence. Nos enfants s'habituent à cette culture de violence qu'ils ont activement assimilée. C'est pourquoi nous voyons se former des gangs, pourquoi le banditisme augmente ainsi que les détournements et vols à main armée. Si vous vous rendez dans l'un quelconque des pays de la région, vous vous direz peut-être que l'Afrique du Sud a probablement le taux le plus élevé de délinquance, mais c'est un problème auquel se heurtent tous nos pays.

Nos enfants ne savent pas comment résoudre un problème sans recourir à la violence. Et ils pensent que la vie d'un être humain est sans valeur. Manifestement, la pauvreté est un facteur, mais on semble assister à une réduction quantitative de la valeur que les gens accordent à la vie humaine. Pour combattre ce problème, nous devons nous adresser aux enfants et aux adolescents d'Afrique

australe en mettant l'accent sur la valeur et le respect de la vie et leur parler de la race humaine et non de Blancs, de Noirs, de Xhosas, de Zoulous, de Shangaan, et amener nos enfants à accepter les gens en tant qu'êtres humains, leur apprendre à s'accepter mutuellement en tant que tels, indépendamment de la couleur de leur peau. C'est ce qui nous permettra de changer une situation que nous avaient imposée les régimes minoritaires qui dominaient cette partie du monde. Nous devons neutraliser la culture de violence par une culture de respect de la vie et inculquer aux jeunes le sentiment de leur dignité.

- Deuxièmement, ce respect de la vie humaine ne peut pas être appliqué convenablement dans le contexte de l'écrasante accumulation d'armes dont l'Afrique australe a été le théâtre au cours des quatre décennies passées. Dans mon pays, il est plus facile de se procurer une arme à feu que d'acheter un livre à un enfant. La démilitarisation de la société revêt une importance cruciale pour neutraliser la culture de violence. Nos forces armées ont cessé de faire la guerre mais nos sociétés sont toujours fortement armées. Quand je parle de démilitarisation, je pense non seulement au processus officiel de démilitarisation mais à la nécessité, tout aussi urgente, de désarmer la population. Cela veut dire désarmer la société elle-même, accroître la sécurité de la société civile pour promouvoir la sécurité individuelle. Et en ce qui concerne les jeunes, cela signifie non seulement leur retirer les armes des mains mais démilitariser les esprits, les amener à accepter des relations pacifiques.
- Troisièmement, la lutte que les peuples d'Afrique australe ont menée pour conquérir leur liberté était peut-être nécessaire mais jamais nous ne pourrions forcer nos enfants à payer le prix qu'elle a coûté. Nous devons apprendre à nos enfants et à nos jeunes que la violence ne devrait jamais plus être utilisée pour résoudre nos différends. Des moyens pacifiques comme le dialogue et la négociation doivent être recherchés pour garantir que nous ne répéterons pas le passé. Pour atteindre cet objectif, nous devons inclure ce message dans tous les aspects de notre système d'éducation. C'est une question dont doivent se préoccuper les établissements d'enseignement, de l'école primaire à l'université. Comment panserons-nous les blessures de la violence ? Comment empêcherons-nous son retour ? Comment mettrons-nous pacifiquement fin aux crises quand nous serons à deux doigts de la guerre ? Telles sont certaines des questions que l'éducation civique doit traiter, d'après moi.
- Quatrièmement, nous devons reconnaître que l'éducation et la formation professionnelle sont indispensables à la prospérité et à la paix de la région. En libérant et en éduquant les jeunes esprits, on libérera simultanément les capacités naturelles des enfants et des jeunes d'Afrique australe. C'est grâce à l'éducation que les objectifs ci dessus pourront être atteints.

J'aimerais également vous parler de la tâche qui consiste à rebâtir la vie des enfants et des jeunes. Je ne mentionnerai pas les aspects physiques de cette tâche, qui, comme je l'ai dit, mettent en jeu l'alimentation, les écoles, la santé et l'eau. Je vais tenter de me concentrer sur deux institutions : la famille et l'école.

Comment pouvons-nous créer un environnement dans lequel nos enfants auront le sentiment d'être entourés d'amour, de soins et de sécurité ? Nous autres Africains avons la grande chance d'avoir conservé un sens profond de la famille, y compris la notion de famille élargie. Nous devons renforcer ces liens familiaux pour donner aux enfants le sentiment d'appartenir à un groupe au sein duquel ils peuvent s'imprégner de valeurs sociales comme la solidarité, le sentiment de solidarité.

Nous devons transformer nos écoles en centres d'érudition mais aussi de formation du caractère, pour renforcer les relations sociales, le développement des responsabilités sociales, du respect de soi, du respect d'autrui et intérioriser l'impératif de l'intérêt collectif. Ce que je veux dire, c'est que nos écoles ne devraient pas inciter les enfants à quitter leur famille et la vie de la communauté car en s'instruisant, en s'urbanisant, ils courent le risque de rompre les liens qui entretiennent la solidarité. Je pense que nous devons renforcer en eux le sentiment que nous sommes les maillons d'une chaîne qui comporte des obligations pour tout le monde.

Pourquoi dis-je cela ? Parce que, la plupart du temps, ceux que l'on dit instruits, nantis, ne se sentent pas d'obligations envers leur prochain. Ils oublient le sentiment de solidarité qui existe dans nos familles, dans nos familles élargies, dans nos communautés. Pour nous, l'éducation civique doit être basée sur notre patrimoine culturel qui renforce l'esprit communautaire, le sentiment d'appartenir aux autres, le sens du devoir, du service, de la discipline, le respect d'un ensemble de valeurs.

Je vais dire une chose qui, j'en suis sûre, ne plaira pas à certains. Nous avons besoin de conserver certains tabous en ce sens qu'il existe des limites (à la liberté). Vous n'êtes pas censés faire des choses qui heurteront la sensibilité de ceux qui vous entourent. Mais nous le constatons dans nos villes, dans le mode de vie des zones urbaines, où ce tabou n'existe plus. C'est pourquoi je pense qu'une partie de mon sentiment de liberté prend fin là où commence mon obligation de respecter les droits de mon prochain. Nous devons développer et renforcer ce sentiment de respect mutuel. Il faut notamment que nos jeunes sachent qu'ils ont des droits, certes, mais également des devoirs, des obligations. Ils ont le droit de recevoir mais aussi le devoir de donner aux autres.

Je me soucie principalement de l'idée que les Africains se font d'eux mêmes, en particulier du fait de la longue période de colonisation. Nous avons perdu la fierté d'être africain. L'éducation civique, selon moi, doit renforcer ma fierté d'être moi-même, d'être africaine, elle doit m'aider à être fière de ma propre histoire, de mon identité et à affirmer cette identité. La fierté d'être moi-même.

Nous ne devrions pas nous définir en fonction de nos anciens colonisateurs. Je pense que c'est un problème très important. Or nous nous définissons en tant qu'anglophones, francophones et lusophones. Nous ne disons pas « je parle xhosa » ou « je parle zoulou » et nous sommes toujours perçus et classés, même à l'OUA et à l'ONU, en tant qu'anglophones, francophones et lusophones. Eh bien non, nous sommes africains avant tout. Et il est important que nous décolonisons nos esprits, en particulier pour inculquer à nos jeunes le sentiment de leur africanité. Ils doivent se considérer comme africains afin de se présenter au reste du monde en tant que tels et non pas en se référant à ceux qui ont colonisé l'Afrique. La question d'identité est, à mes yeux, extrêmement importante chaque fois qu'on parle d'éducation civique. Nous sommes mozambicains, zambiens, sud-africains, mais nous sommes avant tout des Africains et nous devons en être très fiers.

En fait, nous avons beaucoup à offrir au reste du monde mais la plupart du temps, nous autres Africains n'en avons pas conscience. Nous intériorisons un sentiment d'infériorité qui nous a été inculqué par le colonialisme. Nous devons identifier clairement ce que nous avons à offrir. Même quand il s'agit de questions économiques, nous sommes qualifiés de bénéficiaires et les autres de donateurs. Or je tiens à vous rappeler que la richesse qui a permis de construire l'Europe est venue de cette partie du monde. Nous ne sommes pas pauvres comme on tente de nous en convaincre et nous devons le dire et le répéter à nos enfants et à nos jeunes : nous ne sommes pas pauvres. Il se peut qu'on nous ait appauvris mais nous devons accepter de surmonter le stigmate de la pauvreté qu'on associe à l'Afrique. En fait, quand on parle de bénéficiaires et de donateurs, c'est nous qui sommes les donateurs car nous donnons davantage qu'on ne nous donne.

Je crois que ce problème tient à notre mentalité d'adulte et à la façon dont nous la transmettons à nos jeunes. Pour moi, l'éducation civique doit aider les Africains à retrouver leur vraie place dans la communauté des nations que l'on a évoquée ici. Les réseaux d'éducation civique dont nous allons parler devraient aider nos enfants à comprendre qui ils sont, à quoi ils aspirent, à établir des liens de solidarité avec les autres peuples. Ces liens devraient leur donner un sentiment de soutien mutuel signifiant qu'ils donnent et qu'ils reçoivent. Nous devrions aussi les aider à cesser d'accepter l'idée que les Africains sont inférieurs aux autres. Cela fait intervenir la question de l'imitation de la culture CNN.

On nous dit que la télévision nous présente ce qu'il y a de meilleur et nos enfants s'habillent, chantent et se comportent comme ils voient le faire sur CNN. Je tiens simplement à vous rappeler que les meilleurs musiciens, les meilleurs danseurs se sont inspirés de la culture africaine. Regardez le Brésil. Vous pouvez même observer ce phénomène aux Etats-Unis. Les traditions de notre propre culture africaine ont enrichi ces sociétés. Cela signifie que nous avons beaucoup de choses à donner aux autres. Pourquoi devrions-nous penser qu'il nous faut imiter les autres ? C'est une question très importante à aborder quand nous parlons aux enseignants, aux gens qui, dans leur vie quotidienne, communiquent avec les jeunes.

Je n'ai rien contre la communauté mondiale. Ce que je dis, c'est que je m'affirmerai au sein de cette communauté si j'ai ma propre identité et si cette identité est respectée par les autres. Je n'ai pas besoin d'imiter les autres. Ceci est très important pour les générations à venir. Pour que l'Afrique change dans les prochaines décennies, nous devons gagner cette bataille dans les esprits de nos enfants et de nos jeunes, de ceux qui, dans vingt ou trente ans, dirigeront nos pays. Nous avons beaucoup à offrir mais, la plupart du temps, nous n'en avons pas conscience.

Dans d'autres sociétés, les gens luttent aujourd'hui pour retrouver les valeurs familiales. Comme je l'ai mentionné, nous avons déjà de fortes valeurs familiales. Ce que nous devons faire, c'est résoudre les problèmes posés par l'urbanisation et la mondialisation grâce à un sens très fort de la famille, à une inclination que nous n'allons pas perdre. Comment pouvons-nous nous imprégner de la culture Internet tout en restant fermement ancrés dans nos valeurs culturelles ? C'est ce que nous devons enseigner à nos enfants. Nous devons leur dire, oui, vous devez viser haut, mais sans cesser d'être africains. Soyez fiers d'être vous-mêmes. Soyez fiers d'être africains. Partagez avec les autres votre culture, vos traditions, vos ressources. Recevez des autres mais restez fiers d'être vous-mêmes. Alors vous pourrez dire que vous avez des relations dans lesquelles le civisme peut être une réalité.

Je dois maintenant clore ces propos car, comme on m'avait suggéré de parler un peu de mon expérience, j'ai délibérément évité de dire comment mettre sur pied des associations au sein de la collectivité, comment travailler avec les ONG. Parce que cela, je suis sûre que tout le monde le sait. En revanche, je m'intéresse beaucoup aux jeunes, aux valeurs que nous devons les aider à acquérir et à renforcer pour qu'ils puissent être fiers d'eux-mêmes et pour qu'au sein d'une société organisée, ils soient pénétrés d'un sens très fort des valeurs. Je vous remercie.

**(Texte : discours de Mme Graca Machel à l'atelier de CIVITAS)**